

Communiqué de presse 30 juillet 2024

## **Moissons 2024 catastrophiques:**

Les céréaliers appellent Marc Fesneau à des mesures d'urgence et les pouvoirs publics à des politiques agricoles cohérentes sur le long terme

A l'invitation de l'Association Générale des Producteurs de Blé et autres céréales (AGPB), Marc Fesneau s'est rendu en Eure-et-Loir pour constater l'ampleur et les conséquences catastrophiques de l'effondrement des récoltes. Après une année marquée par une pluviométrie hors-normes, l'AGPB a appelé le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire au déploiement de mesures d'urgence mais aussi rappelé que les attentes de long terme exprimées cet hiver par les agriculteurs restent toujours aussi fortes.

Il n'y aura définitivement pas de trêve olympique pour les céréaliers cette année : « Tous les chiffres qui nous remontent du terrain confirment nos alertes depuis trois semaines : le décrochage des récoltes est catastrophique pour les céréaliers et pourrait accuser une baisse au-delà de 15% ! Il y a urgence à agir pour surmonter cette année où rien ne nous aura été épargné sur les plans agronomiques et économiques » déclare Eric Thirouin.

Avec une récolte globale qui pourrait tomber jusqu' à 26 Mt contre 36 Mt en moyenne, le président de l'AGPB rappelle que cette chute des rendements, liée à des conditions météorologiques extrêmement pluvieuses tout au long de cette année, vient s'ajouter à un effondrement des revenus : le coup accusé par les céréaliers pourrait dépasser les 1,6 Mds d'€ en 2024.

C'est dans ce contexte extrêmement critique, que l'AGPB appelle au déploiement de mesures d'urgence à la hauteur des enjeux de souveraineté alimentaire qui reposent sur la filière céréalière : « En répondant à notre invitation ce lundi en Eure-et-Loir, le ministre de l'Agriculture a pu mesurer l'ampleur des dégâts dans les champs mais aussi la détresse dans les fermes, nous attendons désormais l'action concrète des pouvoirs publics. » prévient Eric Thirouin.

## À situation exceptionnelle, dispositifs exceptionnels

Eric Thirouin précise : « Si la gestion du risque climatique est partie intégrante du métier d'agriculteur, la gravité de la situation n'en demeure pas moins exceptionnelle, tous les leviers doivent être activés pour soulager les trésoreries des exploitations ! » :

- Mobiliser et améliorer les dispositifs existants: exonération de 50% de la dotation pour épargne de précaution (DEP); diminution de la taxe sur le foncier non bâti (TFNB); Prise en charge des pertes à 100 % pour les agriculteurs ayant contracté une assurance multirisque climatique (MRC), activation des indemnités de solidarité nationale (ISN); report d'annuités bancaires et rééchelonnement des plans de remboursements en concertation avec l'Etat et les banques.
- Compléter avec des dispositifs exceptionnels: Une aide exceptionnelle à l'ensemble des producteurs de grandes cutures ayant connu une baisse significative de rendements due aux conditions climatiques extrêmes; charges sociales: un allègement significatif ainsi qu'une prise en charge totale ou partielle via le fonds national, ou la création d'une enveloppe supplémentaire.

## Pas d'interdictions sans solutions réellement viables!

Pour les céréaliers, cette moisson catastrophique est également révélatrice des difficultés croissantes rencontrées pour protéger les cultures faute de solutions phytosanitaires disponibles. Avec une année excessivement humide, favorable aux maladies et mauvaises herbes, l'inquiétude grandit : « Nous sommes aujourd'hui face à un véritable problème de méthode. Les impasses agronomiques se multiplient et fragilisent la production de céréales. Nous plaidons depuis des mois pour un texte de loi dédié à la protection des cultures qui prenne en compte un principe de bon sens : pas d'interdiction sans alternative réellement viable » rappelle Eric Thirouin, qui plaide pour une approche bénéfice/risque équilibrée pour la santé des plantes et du consommateur, ainsi qu'à des investissements massifs à la hauteur de l'enjeu.

« Cette moisson 2024 démontre plus que jamais, l'urgence de ce texte, qui devra être en haut de la pile à la rentrée parlementaire, tout comme la question cruciale de notre compétitivité. Dans le contexte actuel d'incertitude politique, nous rappelons à chacun que les attentes des agriculteurs pour des politiques agricoles cohérentes sur le long terme restent toujours aussi fortes que celles exprimées cet hiver » conclut Eric Thirouin.

## A propos de l'AGPB:

L'AGPB (Association Générale des Producteurs de Blé et autres céréales) agit pour défendre les valeurs et les intérêts des producteurs français de céréales à paille (blé, orge, avoine, seigle, sorgho...) Mobilisée au quotidien pour construire des solutions favorables à la compétitivité des exploitations céréalières, l'AGPB accompagne les céréaliers dans des transitions responsables. Les céréaliers de France rassemblés au sein de l'AGPB ont à cœur de relever les défis des transitions agricoles successives pour produire plus et produire mieux. <a href="https://www.agpb.fr">www.agpb.fr</a>

**Contacts presse** 

Hamza CHEMRAKHI hamza.chemrakhi@comfluence.fr - 01 40 07 34 27

Charles COLLET

Charles.collet@comfluence.fr - 06 68 69 00 99